

L'ÉDITO DU PREMIER SECRÉTAIRE



SOMMAIRE

- S'engager
- Le rendez-vous avec Bernard CAZENEUVE : Compte-rendu éditorial par Guillaume ALEXANDRE notre représentant dans cette instance.
- Bernard CAZENEUVE : Appel à l'UNION de la GAUCHE républicaine, citoyenne et écologique à travers les clubs « La CONVENTION »
- Comment s'inscrire aux clubs «la convention» ?
- Comment s'organiser dans tous les départements ?
- Adhérer au MDC pour militer ensemble !

Pour que 2023, soit une bonne année !

S'engager pour que les valeurs républicaines de liberté - d'égalité - de fraternité soient de nouveau traduites dans les faits.

Liberté : la période Covid-19 a permis au gouvernement de mettre sous « cloche » nombre de libertés individuelles : liberté de circuler, de se rassembler, de protester, de se réunir. Sans doute était-ce nécessaire pour nombre d'activités mais il faut bien reconnaître que les intérêts des grands groupes l'ont emporté sur le petit commerce, l'artisanat, les professions libérales...

Egalité : l'accès aux masques, aux vaccins, aux soins en général a été pour le moins révélateur de l'impréparation du gouvernement face à la crise.

Encore aujourd'hui, on ne peut que constater les dégâts d'une politique qui a désarmé la France au profit des sociétés internationales et de ceux qui les dirigent. Nous manquons de tout... et ce qui est disponible est plus cher. Le nucléaire, l'énergie décarbonée, dont nous n'avons cessé de dire qu'elle garantissait l'indépendance nationale, a été sacrifiée aux petits calculs électoraux, faisant la part belle aux nouveaux « gourous » de la planète : les verts radicalisés. La crise est là... bien là et pour longtemps. La France est démunie, nous étions les seuls à défendre notre souveraineté et notre indépendance dans tous les domaines.

Fraternité : la période Covid-19 a amplifié le repli sur soi, l'abandon de personnes vulnérables, le mépris affiché par un chef d'Etat arrogant vis-à-vis de nos concitoyens disant tout et son contraire. Les Britanniques ont la famille royale ; nous avons un monarque républicain à la solde de grands patrons qu'il emmène, à nos frais, dans les voyages officiels. Nous ne pouvons pas nous retrouver dans ce comportement indécent alors que notre pays souffre de tant d'indifférence par rapport aux problèmes du quotidien : transports - hôpitaux - éducation - agriculture - artisanat - commerce de proximité - salaires - impôts...

S'engager au Mouvement Des Citoyens :

Parce que nous avons eu raison depuis 30 ans de dénoncer les abandons successifs de souveraineté au nom d'une volonté de construire une EUROPE qui se substituerait à la France et aux 26 autres pays qui la compose.

Nous étions favorables à une confédération européenne qui respecte les NATIONS, leur culture, leur langue, leurs traditions.

C'est ce que fait la Suisse avec ses 27 cantons et ses langues différentes.

Sur l'EUROPE : le constat est accablant : dans aucun domaine, les 27 n'ont réussi à construire des politiques communes que ce soit en matière de santé, de retraite, de défense, de règles sanitaire, etc...

Soumis à l'OTAN et aux intérêts allemands, nos gouvernements recherchent en permanence des alliances improbables, avec des pays membres de « l'Union » sans autre but que de partager les coûts des programmes inventés pour la circonstance : - hélicoptères - fusées - drones - armement - médicaments...

La règle de l'unanimité nous paralyse ; l'étau budgétaire nous étouffe au profit de l'Allemagne toute puissante soumise aux intérêts américains.

Jean-Marie
ALEXANDRE

IPNS

Pensez à consulter régulièrement le site internet du MDC, sa page Facebook et les pages Facebook de nos élus :



lemouvementdescitoyens.fr



MDC National - Mouvement Des Citoyens

A votre demande, je suis allé à la rencontre de Bernard CAZENEUVE

- par Guillaume ALEXANDRE



L'initiative «Bernard CAZENEUVE» approuvée à 91,07% lors de la dernière Assemblée Générale.

Guillaume ALEXANDRE est désigné pour suivre l'évolution de cette proposition



Chers camarades,

Dans le droit fil de notre dernière assemblée générale, j'ai eu la possibilité de participer à une rencontre de parlementaires en présence de Bernard Cazeneuve, le 12 janvier dernier.

Ce fut bien évidemment l'occasion pour l'ancien Premier Ministre d'exposer son analyse sur le moment si particulier que nous vivons.

Le constat de départ traça sans fioriture un état des lieux du pays après cinq années de Macronie, avec malheureusement pour maître mot l'Affaissement.

- Affaissement de la notion d'intérêt général, y compris dans l'esprit de nos compatriotes, tant la question politique a perdu de son crédit, minée par une communication ministérielle sans véritable fondement.

- Affaissement des corps intermédiaires, disqualifiés par une vision « jupitérienne » qui s'affranchit d'un dialogue pourtant nécessaire avec des représentations démocratiquement élues.

- Affaissement économique dont on a vu cruellement la faiblesse dans les moments de crise que nous avons connus et qui perdurent (quel poids de la France pour assurer les approvisionnements essentiels à la vie du pays ?)

- Affaissement de l'Europe, emberlificotée dans ses intérêts divergents, faible politiquement, ce qui questionne son devenir. La gauche française n'a-t-elle pas été trop naïve dans sa volonté d'Union ?

Pour autant, l'action du Président de la République et de sa Première Ministre n'a de cesse de mettre en œuvre une politique dont on ne peut imaginer qu'elle soit inspirée d'idées et d'idéaux de gauche : les retraites, la fiscalité, les services publics, le niveau moyen des salaires; tout repose encore une fois sur un logiciel néo-libéral dont on connaît les effets ravageurs sur la société par l'accentuation des inégalités de toutes natures : des pauvres qui le sont de plus en plus, la fragilisation des classes moyennes, des riches encore plus privilégiés.

Les partis présents au parlement n'apportent pas de solutions crédibles en contrepoint. La droite continuera le logiciel actuel tout en accentuant son penchant sécuritaire, donnant même des gages supplémentaires à l'extrême droite.

La NUPES, par ses divisions, au-delà de l'union de façade nécessaire le

temps du débat sur les retraites, par des positionnements dogmatiques perd en crédibilité, desservie par une parole de plus en plus excessive qui finirait par favoriser le vote RN.

Face à ce constat, Bernard Cazeneuve propose de réunir les personnes de bonne volonté, quelle que soit leur appartenance politique afin de refonder une gauche de gouvernement autour de trois axes :

1) L'affirmation de l'identité républicaine :

- o Place de l'Ecole, creuset de la Nation
- o L'ordre républicain ; ne pas avoir la main qui tremble sur les banlieues, le communautarisme, le wokisme ; agir avec déontologie et sans ostracisme.

2) Réenchanter l'Etat par la justice sociale :

- o Que le mot de réforme ne soit pas synonyme de récession
- o Le Service Public doit être efficient pour un égal accès sur le territoire
- o Une meilleure coordination des politiques publiques

3) Le développement durable

- o On doit pouvoir donner une lisibilité des politiques publiques en ce domaine qui ne soit pas synonyme de décroissance et inactivité.
- o La question du logement des particuliers, social ou non, doit être réinventée en prenant soin des impératifs de l'aménagement du territoire (normes de construction, densité, respect des surfaces agricoles...)

Si le positionnement de l'Homme est à l'évidence déterminé, il est certain que son engagement aura besoin d'être étayé par un soutien citoyen et surtout une capacité à traiter des sujets de fond, car comme il le dit lui-même, « se poser en recours quand tout est à reconstruire relève de l'exercice grotesque ».

Dernier élément, et qui n'est pas des moindres, Bernard Cazeneuve nous a parlé de la Nation dans des termes qui nous sont si chers, s'affranchissant des sirènes européistes, rappelant que la position de la France dans le concert européen se construira également à l'aune de ses intérêts et de la politique de ses partenaires. Poursuivant son tour de France, il s'attachera à parler au Pays... du Pays ! Un gage de lucidité, vous en conviendrez !



Bernard CAZENEUVE : Appel à l'UNION de la GAUCHE au travers des clubs « LA CONVENTION »

(rappellera aux plus anciens « François MITTERRAND » la Convention des institutions républicaines et l'arrivée de la GAUCHE au pouvoir)

Appel au redressement de la France :
« Ils ont tout détruit ; il faudra tout reconstruire »

Appel à l'EFFORT :
« Pas de gouvernement sans soutien populaire et donc sans projet universel partagé »

Appel à la mobilisation générale :
La lutte syndicale est la traduction d'un mal-être de notre société tout entière ; notre devoir est de soutenir les luttes pour la justice sociale mais aussi de donner une perspective de changement sincère et véritable à partir d'un projet à bâtir ensemble.

Le moyen :

S'inscrire dans la démarche d'Union au travers des clubs « LA CONVENTION » en envoyant ses coordonnées : (C'est gratuit, c'est un acte militant, c'est un acte d'engagement pour le changement)

Nom : Prénom :
Adresse : Numéro de téléphone : .../.../.../.../...
Adresse mail :

A l'adresse suivante : bureau.bernard.cazeneuve@gmail.com

Dans l'instant :

Renforcer le MDC en adhérant au Mouvement !

Prochain rendez-vous :

**Assemblée Générale du Mouvement le lundi 20 mars 2023
à 18h00 à Souchez**

Pensez à consulter régulièrement le site internet du MDC, sa page Facebook et les pages Facebook de nos élus :



Nom.....Prénom.....

Adresse.....

Code postal.....Ville.....

Téléphone/...../...../...../.....

Adresse mail.....@.....

Date de naissance...../...../..... Profession.....

Mandat(s) électif(s) éventuel(s).....

COMITÉ LOCAL.....

ADHÉSION

Souhaite **ADHÉRER** au Mouvement des Citoyens pour l'année 2023 :

Carte d'adhérent : 24 euros

Tarif réduit étudiant et chômeur : 10 euros

Nouvel adhérent : **GRATUIT la 1ère année**

Sympathisant : 5 euros

Cocher la formule choisie :

paiement par chèque à l'ordre de A.F.M.C.R 59/62

paiement en espèces (ne donne pas droit à la déduction fiscale)

Bulletin à retourner accompagné du chèque à :

MDC - 235, Route de Béthune - 62300 LENS

e-mail : mdc.mouvementdescitoyens@gmail.com

ou à votre Président de Comité local qui vous remettra votre carte d'adhésion

Pour tout paiement par chèque, un reçu fiscal vous sera fourni pour vous permettre de bénéficier d'une réduction d'impôts (pour l'année en cours, elle s'élève à 66% du montant de votre cotisation).

La loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée stipule que seule une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. Les personnes physiques dûment identifiées sont autorisées à verser des dons et des cotisations à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ou à un ou plusieurs mandataires financiers d'un ou de plusieurs partis politiques. Le montant cumulé des dons et des cotisations d'adhérent à un ou plusieurs partis politiques est plafonné à 7 500 euros par personne et par an depuis la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013. Le Mouvement des Citoyens ne peut accepter de dons et de cotisations que par l'intermédiaire de son mandataire financier : L'Association de Financement du Mouvement Citoyen Régional (A.F.M.C.R 59/62) agréée le 19 mai 2008 en qualité d'association de financement. Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques, ni en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers, ni en leur fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. Les personnes morales, à l'exception des partis et groupements politiques ainsi que des établissements de crédit et sociétés de financement ayant leur siège social dans un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ne peuvent ni consentir des prêts aux partis et groupements politiques ni apporter leur garantie aux prêts octroyés aux partis et groupements politiques. L'article 11-5 de la loi du 11 mars 1988 dispose que les personnes qui ont versé un don ou consenti un prêt à un ou plusieurs partis ou groupements politiques en violation des articles 11-3-1 et 11-4 sont punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. Les mêmes peines sont applicables au bénéficiaire du don versé en violation de ce texte. En application des articles 38 et suivants de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez des droits d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition aux informations vous concernant. Vous pouvez exercer ces droits en nous écrivant à l'adresse suivante : mdc.mouvementdescitoyens@gmail.com

Mouvement des Citoyens

235, Route de Béthune - 62300 LENS

03 21 43 40 88

mdc.mouvementdescitoyens@gmail.com

www.lemouvementdescitoyens.fr